

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

Commune de SAINT-CHEF

Modification n° 2

*DOSSIER DE SAISINE
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :
DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

*Fiche d'examen
au cas par cas
pour les PLU et PLUi*

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU, PLUi et cartes communales (liste indicative d'informations à fournir)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée (ex pour les PLU : élaboration, révision, DP ou DUP...)	Type de document (ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)	Territoire concerné
Modification n° 2	PLU	Commune de SAINT-CHEF (38)

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable (compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)	Noël ROLLAND (Maire)
Courriel	i.guerin@saint-chef.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom(s) de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Saint-Chef (Code INSEE : 38374)
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population)	3 608 habitants (recensement INSEE de 2014)
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	
Superficie du territoire	2749 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? <i>Annexe : la délibération engageant la procédure</i>
La commune a pris une délibération en date du 8 septembre 2016 qui précise les objectifs du projet de modification du PLU de Saint-Chef (à l'initiative du Maire) même si l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme indique que dans le cas où le projet ne porte pas sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, la procédure ne nécessite pas de délibération motivée du conseil municipal. A noter que la population a été invitée à une réunion publique tenue en juin 2017.

La modification n° 2 du PLU de Saint-Chef a pour objectifs :

1. La traduction réglementaire de la carte des aléas en risques (règlement écrit et document graphique),
2. L'intégration des nouvelles dispositions législatives et réglementaires intervenues depuis la loi ALUR dont les nouvelles possibilités (extensions limitées, annexes, piscines) pour les bâtiments d'habitation implantés en zone agricole ou en zone naturelle,
3. L'identification de bâtiments en vue d'un changement de destination pour de l'hébergement touristique, dans le Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité (STECAL) Na pour permettre le projet,
4. La création et la modification d'emplacements réservés,
5. La délimitation de secteurs de constructibilité limitée dans les secteurs d'assainissement collectif, liés à la non-conformité du système de traitement des eaux usées (dans l'attente du raccordement à la STEP de Saint-Marcel Bel Accueil / directive européenne),
6. La suppression des zones AU strictes devenues caduques (disposition légale pour toute zone AU de plus de 9 ans non ouverte à l'urbanisation).

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

Les évolutions envisagées pour le PLU de Saint-Chef s'inscrivent dans les objectifs du PADD du PLU actuellement opposable et ne le remettent pas en cause.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;

- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

- La modification du règlement, notamment pour intégrer les nouvelles dispositions législatives et réglementaires intervenues depuis la loi ALUR dont les nouvelles possibilités (extensions limitées, annexes, piscines) pour les bâtiments d'habitation implantés en zone agricole ou en zone naturelle,
- La traduction réglementaire de la carte des aléas établie en décembre 2017 en risques, par l'inscription sur le document graphique de secteurs « inconstructibles sauf exception » ou « constructibles sous condition » et la rédaction d'un nouveau chapitre du règlement écrit (titre II, Chapitre I : « Dispositions applicables à toutes les zones », détaillant les règles opposables pour chaque type et chaque niveau d'aléa). La carte des aléas de liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux, réalisée par le BRGM) est également prise en compte,
- La délimitation des secteurs de constructibilité limitée dans les secteurs d'assainissement collectif, liée à la non-conformité du système de traitement des eaux usées a conduit à inscrire dans le règlement (pièce 4.1) un paragraphe en introduction des articles 2 et 4 des chapitres des secteurs U et AU indicées à vocation d'habitat et d'équipements (identifiés en pièce 4.2c. du PLU) relevant de l'assainissement collectif, indiquant que ceux-ci ne pouvaient être ouverts à l'urbanisation qu'après raccordement à la station d'épuration de Saint-Marcel Bel Accueil,

- La suppression des zones AU strictes devenues caduques sur le document graphique et la suppression du chapitre du règlement écrit correspondant,
- L'identification de bâtiments en vue d'un changement de destination à l'intérieur d'un Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limité Na, pour de l'hébergement touristique,
- La création et la modification d'emplacements réservés.

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) **ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?** (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

La modification fera l'objet de :

- une consultation des Personnes Publiques associées dont l'Etat représenté par le Préfet et ses services, mais aussi de la CDPENAF au vu des dispositions du règlement applicables aux zones A et N, pour les habitations existantes pouvant faire l'objet d'extensions et annexes limitées et pour deux bâtiments désignés pour un changement de destination ;
- une enquête publique.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ?	Non.
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non.
- une <u>DTA ou DTADD</u> ? Si oui, laquelle ?	Oui, la DTA de l'aire métropolitaine lyonnaise, modifiée le 25 mars 2015.
- un <u>SCoT</u> , un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la <u>loi « Grenelle 2 »</u> ?	Saint-Chef appartient dorénavant au périmètre du SCOT de la Boucle du Rhône en Dauphiné dont la révision prescrite le 15 septembre 2016 permettra d'inscrire des orientations sur le territoire communal (initialement compris dans le SCOT Nord Isère).
- un (ou plusieurs) <u>SDAGE ou SAGE</u> ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui, le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 et le SAGE de la Bourbre (en révision).

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Le PLU approuvé en 2007 a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Les deux procédures de modification n° 1 (2012) et de modification simplifiée n° 1 (2016) n'ont pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Cette procédure de modification n'a pas pour objectif d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation. Au contraire, elle permet notamment de supprimer les zones AU inscrites en 2007.
---	--

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>En effet, celles-ci n'ayant pas été ouvertes à l'urbanisation, elles sont devenues caduques (disposition légale pour toute zone AU de plus de 9 ans non ouverte à l'urbanisation).</p> <p>Les évolutions permises pour la gestion des bâtiments existants dans les zones A et N, d'habitation notamment (regroupé en STECAL ou non), sont encadrées par des limitations spécifiques. En particulier pour les habitations existantes, une surface maximale (SDP et emprise au sol) est définie pour les extensions, les annexes et les piscines et par une distance d'implantation maximum de l'habitation principale pour les annexes et les piscines.</p> <p>La création d'un STECAL (secteur Na) comprenant des bâtiments identifiés pour un changement de destination va dans le sens de la maîtrise de la consommation des espaces.</p>
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	Le projet de modification n° 2 n'ouvre pas de nouveaux secteurs à l'urbanisation. Il n'apporte aucune modification remettant en cause les objectifs du PLU opposable.
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Le projet de modification n° 2 s'inscrit dans la réflexion globale liée à la révision du PLU dont les objectifs poursuivis sont de poursuivre le développement de Saint-Chef tout en visant une gestion économe de l'espace, et d'intégrer notamment les lois Grenelle 2, mais aussi ALUR, AAAF, Macron et autres.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : NON oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Zone Natura 2000 ?</u>	X		Saint-Chef est concernée par le site Natura 2000 de l'Isle Crémieu (FR 8201727). Le projet de modification n°2 ne modifie pas le classement en zone agricole ou naturelle d'intérêt écologique ou scientifique (Av, Ns et N) des secteurs couverts par ce site Natura 2000. Il permet en revanche un élargissement limité de l'ER n°15 pour intégrer notamment un cheminement doux dans la traversée de la plaine du Ver.
<u>Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?</u>		X	Aucune ZICO ne se localise sur le territoire communal ni sur les communes limitrophes.
<u>Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?</u>		X	La commune de Saint-Chef n'est couverte par aucun parc naturel national ou réserve naturelle ou encore parc naturel régional.
<u>Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?</u>	X		La commune de Saint-Chef est concernée par plusieurs ZNIEFF de type I. En dehors de la modification ponctuelle de l'ER n°15 (élargissement restreint de voirie existante respectant les enjeux de milieux naturels), les dispositions contenues dans la présente modification n'intéressent pas ces délimitations.
<u>Arrêté préfectoral de protection de biotope ?</u>		X	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (<u>SRCE</u> , SCoT, DTA...) ?	X		Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) identifie un corridor d'importance régionale au Nord de la commune de Saint-Chef. Les dispositions contenues dans la présente modification n'intéressent pas ce secteur fonctionnel. En outre, la suppression des zones AU figurant au PLU actuel et leur inscription en zones A ou en zone N va dans le sens d'une réduction du développement urbain sur le territoire et par voie de conséquence une restitution de ces étendues aux fonctionnalités biologiques locales.
<u>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?</u> Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? <u>Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</u>	X		Les dispositions contenues dans la présente modification n'intéressent pas les zones humides de Saint-Chef, à l'exception de l'élargissement ponctuel de la voie communale n°23 qui traverse la plaine du Ver et par voie de conséquence qui traverse la zone humide associée. Bien entendu, le projet sera conçu de manière à éviter d'occasionner des emprises sur les secteurs humides et respectera les mesures réglementaires au regard des zones humides en privilégiant l'évitement et en prévoyant, le cas échéant, les mesures de compensation adaptées si nécessaire.

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique ...) ?	X		L'église de Saint-Chef est classée en totalité monument historique (liste de 1840). Le château, son parc avec sa terrasse et ses fabriques sont inscrits monument historique par arrêté du 6 juillet 2000. La commune de Saint-Chef n'est en revanche pas concernée par des éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, ni par une zone de présomption de prescription archéologique.
Site classé ou projet de site classé ?		X	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		X	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?	X		Le territoire de Saint-Chef est concerné par une ZPPAUP. Par délibération du 19 juin 2014, la commune a décidé la mise à l'étude d'une Aire de Mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) en remplacement de la ZPPAUP (procédure en cours).
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		X	Aucun Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur n'est recensé sur Saint-Chef.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		X	Aucune Directive de Protection et de Mise en Valeur des Paysage ne concerne Saint-Chef.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		X	

4.4. Ressource en eau

Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	X		La commune est concernée par le périmètre de protection éloignée du Puits de Vénérieu (rapport géologique du 17/04/1990). Les dispositions contenues dans la modification n'intéressent pas ce secteur.
Captages : :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(les) ?

4.4. Ressource en eau

			Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) <u>des 500 captages prioritaires Grenelle 2</u> ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE?		x	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	x		Les besoins futurs en termes d'eau potable sont déjà pris en compte dans le PLU opposable. Le projet de modification n° 2 n'ouvre pas de nouveaux secteurs à l'urbanisation et s'inscrit dans les objectifs de développement décrits dans le PADD.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	Aucune Zone de Répartition des Eaux (ZRE) mise à jour en 2015 ne couvre la commune de Saint-Chef.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		La commune dispose de deux réseaux d'assainissement collectif distincts. Le réseau qui reprend la partie Nord-Ouest de la commune traite les effluents à la STEP de Saint-Marcel-Bel-Accueil qui dispose d'une capacité suffisante de traitement. Le second réseau qui concerne le centre-village et le hameau d'Arcisse, traite les eaux usées à la STEP communale de type lagunage qui a dépassé sa capacité nominale. Il va être abandonné et les effluents seront traités à la STEP de Saint-Marcel-Bel-Accueil. Dans l'attente du raccordement la constructibilité de ces secteurs est limitée (cf. notice explicative du projet de modification). Le projet de modification n° 2 ne sera pas à l'origine de raccordements supplémentaires.

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<u>base de données BASOL</u>) ?		x	

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	x		La prise en compte des phénomènes naturels et des risques technologiques par le PLU s'appuie sur les éléments du DDRM de l'Isère (2012), la carte BRGM sur l'aléa retrait-gonflement des argiles (aléas faible), le classement en zone de sismicité 3 risque modéré, mais surtout la carte d'aléas réalisée en octobre 2016 et modifiée en décembre 2017. Un des objectifs de la modification n° 2 est la traduction réglementaire de cette dernière en secteurs « constructibles sous conditions » ou « inconstructibles sauf exceptions ».
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	Saint-Chef n'est pas concernée par un Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi).
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	x		Deux routes départementales font l'objet d'un classement sonore (RD 19 et RD 522) en catégorie 3, réglementant les constructions dans un périmètre de 100 mètres de part et d'autre de ces voies.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	x		L'arrêté préfectoral du 18/11/2011 fixant le classement des infrastructures de transports terrestres du département de l'Isère et l'annexe 2-1 du 3 novembre 2014 concernant le classement sonore des voies (voir ci-dessus). La commune de Saint-Chef n'est pas couverte par un PEB.

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
<u>Plan de protection de l'atmosphère</u> (PPA) ?		X	Aucun Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) ne couvre le territoire communal de Saint-Chef.
Enjeux spécifiques relevés par le <u>schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie</u> (SRCAE) ?		X	Aucun enjeu spécifique n'est relevé par le SRCAE de Rhône-Alpes (2014).
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	Saint-Chef est localisée en zone favorable pour l'éolien selon le schéma régional de l'éolien de Rhône-Alpes approuvé en octobre 2012. Aucun projet éolien ou photovoltaïque n'est cependant prévu sur la commune.

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

--

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	La délibération prescrivant la procédure	<input type="checkbox"/>

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

Commune de SAINT-CHEF

Modification n° 2

*DOSSIER DE SAISINE
DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :*

*DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS
POUR L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE*

*Annexes obligatoires
à la fiche d'examen au cas par cas
pour les PLU et PLUi*

Annexe n° 1 : Délibération du projet de modification n°2

Voir document joint : Annexe 1

Annexe n° 2 : Dossier du projet de modification n° 2

Voir documents joints : Annexe 2

Annexe n° 3 : Règlement graphique du PLU opposable

Voir document joint : Annexe 3